



RAPPORT DE L'EVALUATION RAPIDE MULTISECTORIELLE ALERTE 3735

<Province DU NORD KIVU, Territoire_LUBERO

Groupements : TAMA, LUENGE

Localités et communes : LUOFU- MIRIKI-BULOTWA- KAYNA - KIRUMBA - KASIKI - BULOTWA

< Axe (LUOFU-PINGA) >> Zone de santé KAYNA, ALIMBONGO>

Date de l'évaluation : 03-09 JANVIER 2021 et date du rapport : 10 JANVIER 2021

Pour plus d'information, Contactez : PALUKU KAPUTU François, palkaput@gmail.com , palkaput@caritasbube.org



Entretien avec les autorités locales et les leaders locaux



Entretien avec quelques déplacés au bureau du comité des déplacés à BULOTWA

1. Aperçu de la situation

1.1 Description de la crise

Nature de la crise :	• Mouvements de population		
Date du début de la crise :	Octobre 2020	Date de confirmation de l'alerte :	24-12-2020
Code EH-tools	Alerte Précoce 3735		
Si conflit :			
<i>Description du conflit</i>	<p>Depuis Février 2020, trois factions Maï-Maï s'affrontent régulièrement dans le territoire de WALIKAKE et au Sud-ouest du territoire de LUBERO. Il s'agit des Maï-Maï NDC/R du Général autoproclamé GUDON SHIMIRAY en coalition avec UPDI (Union des Patriotes pour la Défense des Innocents) opposés aux Maï-Maï FPP/AP du général KABIDON. Ils s'affrontent souvent dans les localités de UNINGA, KANUNE, BUKUMBIRWA, BULEUSA, KATEKU, KABINGU au Sud Lubero, ainsi que vers les villages PINGA, PETI, MUNZANGA en territoire de WALIKALE. Aux conflits armés entre ces factions Maï-Maï s'ajoute les opérations militaires des FARDC.</p> <p>Les conflits armés entre les factions Maï-Maï d'une part et à leur traque par les FARDC d'autre part ont généré des graves conséquences humanitaires : des déplacements massives d'abord en Avril, en Octobre-novembre 2020, puis en Décembre 2020, le 31 vers 2h00 du matin, avec des pertes de plusieurs biens de valeur, des pertes en vies humaines dont le chef de localité KABINGU assassiné avec deux autres civiles à BULEUSA, les violences sexuelles sur les survivantes dont 3 enfants de moins de 15 ans, d'incendies de plus ou moins 70 maisons et des pillages des récoltes des champ par les miliciens NDC/R.</p> <p>Cette situation sécuritaire détériorée impacte négativement sur les localités d'accueil : LUOFU, MIRIKI, BULOTWA, MBUGHAVINYWA, KASIKI, KALEVYA, BUNYATENGE, MIGHOBWE, KANYABAYONGA, KIRUMBA, KAYNA qui sont frontalières au territoire de WALIKALE, RUTSHURU et proches de MASISI où les violations des droits humains sont très inquiétants.</p> <p>Parmi les conséquences retenons : le déplacement de 12869 ménages des villages affectés par la crise vers les localités plus ou moins sécurisées par les FARDC, la famine, la promiscuité très élevée dans les habitations d'accueil (faibles capacités d'accueil), l'incapacité de la paie des soins médicaux, la malnutrition, la vulnérabilité en AME et les incidents de protection.</p> <p>Depuis le début de la crise, les acteurs humanitaires restent moins visibles sur la zone pour répondre aux besoins exprimés par les déplacés (vivres, AME, cash, médicaments, eau, protection, abris d'urgence, paie du loyer pour les locataires).</p>		

Mouvement de population : Nouvelle vague de Novembre 2020- Janvier 2021

Localité/village (si possible, coordonnées GPS)	Autochtones	Personnes	Déplacés à cause de cette crise	Personnes	Retournés à cause de cette crise	%
MIRIKI	2729	13643	3057	15285		112
LUOFU	6089	30448	981	29430	Non documenté	96,7
KALEVYA	2239	13801	850	4250	Non documenté	30,8
KASIKI	1306	5922	327	1635	Non documenté	27,6
KANYABAYONGA	11569	57844	2287	11435		19,8
MBUGHAVINYWA	1897	9465	334	1670		17,6
KANYATSI THAMA	1155	5775	331	1655		28,7
MUKEBERWA	321	1605	102	510		31,8
LUHANGA KASENGE	687	3435	153	765		22,3
BULOTWA	1232	5655	464	2320		41,0
KAYNA	10474	52372	1363	8118		15,5
KIRUMBA	18163	90814	1864	9320		10,3
MIGHOBWE	6763	33866	456	2298		6,8
TOTAL	64624	324645	12.569	65147	Non documenté	20,0

Commentaire : Dans la zone d'accueil l'on retrouve 12869 ménages déplacés soit 65147 personnes contre 64624 ménages autochtones soit 324.645 personnes. La charge que les habitants autochtones supportent est de 65.147 personnes déplacées contre 324645 habitants de la zone d'accueil soit 20%. Il s'agit ici des déplacés de la dernière vague en provenance de la Zone de Santé de PINGA en Territoire WALIKALE (villages : BUKUMBIRWA, BULEUSA, RAMA, NONA, MAKUTANO, BIMBI, KATEKU, KATSINGA, MALIMINGI, BULEUSA, FATUA, ONINGA, BUNYATENGE, KIMAKA, KYAMBULI, KANUNE, ...).

Cause : Affrontement entre fractions coalition maï-maï NDC/R, UPDI et FPP/AP.

. Anciennes vagues d'Avril – Octobre 2020				
Localité /Commune	Effectifs ménages	Provenance	Assistance reçue	Période
BULOTWA	687	Territoire de Walikale	687 ménages en AME par le CICR, 350 manages en abris par AIDES	Octobre 2020
KAYNA	1688	Territoire de Walikale	1045 manages déplacés ont bénéficié du cash (75\$ par bénéficiaire) , et 634 familles d'accueil ont reçu chacune 25\$ et 1 houe de CICR	Octobre 2020
KIRUMBA	2965	Bunyatenge, kanyatsi	AME depuis CICR et Unicef	Oct 2020
PITACONGO	279	Fatua, Oninga, Bunyatenge,...		Septembre 2020
KYAMBA	216	Fatua, Oninga, Bunyatenge		Septembre 2020
Total	5.835	-----		

<p>Commentaire : 5.835 ménages déplacés d'environ 29 175 personnes sont des anciens vagues encore présents dans ces localités qui viennent d'accueillir une nouvelle vague.</p> <p>Ainsi, la zone compte actuellement un total de 18.404 ménages déplacés dont 12.569 ménages de la nouvelle crise et 5.835 ménages des anciennes vagues.</p> <p>Selon toutes les personnes interrogées, la situation sécuritaire est encore loin de s'améliorer dans la zone et que la période de déplacement pour être plus longue, car le conflit entre les deux factions Mai-Mai n'est pas encore résolu et qu'il n'y a pas encore eu un programme de leur démobilisation et désarmement.</p>	
<i>Dégradations subies dans la zone de départ/retour</i>	Occupation de certaines maisons et incendies de 70 autres avec tous les biens à l'intérieur ; pillages des récoltes de champ et autres biens de valeurs , 3 civils tués à Buleusa, plusieurs femmes violées dont 3 enfants, écoles abandonnées, objets classiques abandonnés par la plupart d'élèves et écoliers.
<i>Distance moyenne entre la zone de départ et d'accueil</i>	<p>Zone insécurisée de départ très frontalière aux zones d'accueil sauf pour les villages PINGA, FATATUA, PETI, ... à plus de 50 km sans route dans la forêt (2 jours de marche à pied).</p> <p>Le village MIRIKI et LUOFU sont les centres d'accueil proches de la zone en crise :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Au Sud, les villages KIMAKA à ± 5 Km, KIRONGE à ± 8 Km, KASUNGA à ± 11 Km, MIRUNGU à ± 10 Km, BUSIMBA à ± 11 Km, KATEKU à ±18 Km, BULEUSA à 21 Km ; - A l'Ouest, les villages KATSINGA à 9 Km, KANUNE à 10 Km, MUKEBERWA à 9 Km, KYAMBULI à 5 Km, BUBENGA à 5 Km ; - L'Est n'est pas directement en crise mais sont des village d'accueil : KAGHUMO ± 5 Km, IHEMBA à ± 9 Km, KANYABYUNZA à ±7 Km depuis MIRIKI.
<i>Lieu d'hébergement</i>	75% en famille d'accueil 25% dans les maisons de location
<i>Possibilité de retour ou nouveau déplacement (période et conditions)</i>	<p>Le retour est encore impossible pour les déplacés de WALIKALE dont leur zone d'origine reste en situation sécuritaire précaire et incertaine depuis l'occupation de la zone par les miliciens NDC/R qui attaquent les miliciens FPP/AP: la reprise des hostilités est toujours possible n'importe quand. Les mouvements vers les champs sont faiblement observés car conditionnés par un rançonnement du jeton de 1000 FC par tête par mois, la paie de 50 kg de farine de manioc, la paie de 2 bouteilles d'huile,... et les taxes illégales. Les déplacés peuvent être tentés (à leur risque et péril) de faire une sorte de retour juste pour essayer de trouver de quoi se nourrir dans leurs champs et rentrer dans leurs localités d'accueil respectifs.</p> <p>Leur retour dans leur zone d'origine reste conditionné par la restauration de la paix et de l'autorité de l'Etat dans leurs villages respectifs ainsi qu'un appui à la construction des abris en faveur de ceux dont les habitations ont été incendiées.</p>
<i>Accessibilité physique aux déplacés dans la zone d'accueil</i>	MIRIKI –KAYNA (BCZS) = 32 km de route accessible, LUOFU – KAYNA = 7 km, KASIKI = 25 km, puis les villages (communes) sur axe principal (KANYABAYONGA, BULOTWA, KAYNA, KIRUMBA, MIGHOBWE). Les réseaux cellulaires disponibles dans les villages d'accueil (Airtel, Vodacom et Orange) malgré la faible couverture dans certains endroits.

1.2 Profile humanitaire de la zone

Crises	Réponses données	Zones d'intervention	Organisations impliquées	Type et nombre des bénéficiaires
Affrontement 1ere et 2 ^e vague	AME	Villages situés sur la route nationale	CICR en partenariat avec Unicef	3652 déplacés d'avril-Oct. 2020
Affrontement 1ere et 2 ^e vague	Vivres	MIRIKI, KASIKI, KITOBINDO, LUOFU	PAM et ses partenaires : Caritas Développement Butembo Beni, World Vision, Christian Aid.	4942 déplacés soit 21232 personnes d'avril-Oct. 2020
Vulnérabilité des structures de santé	Bâtiments mobiliers	Kamandi-lac, Mulinde (Miriki)	MAIDER	2 aires de santé
<i>Sources d'informations</i>		Communauté locale et autorités locales : Infirmiers Titulaires, Délégués du gouverneurs, coordinations de la société civile, chefs des localités, Comités des déplacés.		

2 Méthodologie de l'évaluation

Type d'échantillonnage :	<input checked="" type="checkbox"/> Groupes de discussion composée de toutes les couches de la population <input checked="" type="checkbox"/> Enquête ménage <input checked="" type="checkbox"/> Echanges avec les personnes clés dans tous les villages (Communes) enquêtés
Carte de la zone évaluée en indiquant les sites visités	
RAS	
Techniques de collecte utilisées	Interview structurée, Focus group, contact les autorités clés et les personnes clés, observation directe, visite et la documentation
Composition de l'équipe	1. PALUKU KAPUTU François 0997747809, palkaput@gmail.com , Caritas Développement Butembo Beni 2.SABUNI Charles, 0990580668, 0823785394, sabunicharle@gmail.com , Caritas Développement Butembo Beni. 3.Abbé KAYINGILO AURELIEN, 0997535652, Caritas Développement Butembo Beni. 4.MUMBERE MAVUNDA Emanuel: 0991510105, Caritas Développement Butembo Beni. 5.AMANI KINDA, 0997310317, 0818067951, amanikinda173@gmail.com , SIJFEMCO 6.Mumbere KATSUVA Jacques, Tél : 0994267032 7.KAHUMO BAHATI, tél :

3 Classification de la zone selon les 5 indicateurs de sévérité des besoins

Index	Niveau de sévérité	Ménage IDP indicateur proxy	Phase Secal	Nutrition (Taux MAS)	Cholera, Paludisme, FT, IRA taux de morbidité	Incidents de protection (cas cumulés)
1	Mineur					
2	Modéré					
3	Sévères	12869	IPC 3			
4	Critiques			MAS >8,7 %		
5	Catastrophique				8,9	337

Commentaire : Outre les 12869 ménages déplacés arrivés récemment dans la zone en crise, il y a 5835 autres ménages des anciennes vagues qui n'étaient pas encore rentrés chez eux. Ainsi dans la zone en crise l'on dénombre un total de 18704 ménages déplacés dont la plupart sont dans les familles d'accueil qui, du reste, sont essouffées quant leur prise en charge (besoins en vivres, hébergement,). Les incidents de protection sont nombreux : sur 337 dont 234 cas de violences physiques soit 69,4% et 103 agressions sexuelles (pour l'année 2020) dont 15 durant le dernier trimestre (5 cas en octobre, 6 en novembre et 4 en décembre 2020).

4 Aperçu des vulnérabilités sectorielles et analyse des besoins

4.1 Protection

Réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	Un projet de consortium CARITAS GOMA, DFJ, ALFA UJUVI est en cours, aussi le comité « RECOPE » (Relais Communautaire pour la Protection de l'Enfant).			
Incidents de protection rapportés dans la zone				
Type d'incident	Lieu	Auteur(s) présumé(s)	Nb victimes	Commentaires
Agression sexuelle	Aire de santé Luofu, Mulinde, Busekera, sur les routes, dans les champs, chemins vers les champs	Maï-Maï	103	Parmi les survivantes il y a 3 filles de moins de 15 ans violée en Décembre 2020. Il y aurait d'autres cas pour lesquels les survivants préfèrent se cacher dans la communauté, selon certaines sources locales.
Violence physique	Miriki, Vusekera (En cours route, maisons, champs)	FARDC et maï-maï	234	Travaux forcés aux camps des miliciens. Lors de ces travaux les femmes sont toujours exposées au risque de violences sexuelles. Selon les sources locales certaines survivantes de violences sexuelles seraient violées dans ce contexte.
Taxes illégales	Chemins des champs	Maï-Maï	Population locale	Paiement mensuel du jeton 1000 FC par tête par mois, impôt. Parmi les survivantes de violences sexuelles certaines seraient qui auraient été de fois dans l'incapacité de trouver les 1000 FC selon le dire de l'IT du CS de LUOFU.
Extorsion des biens	Walikale (villages d'origine des déplacés) et sur le chemin vers les localités d'accueil).	Maï-Maï NDC	Population	Vols des récoltes et des bêtes, pillages des biens lors du déplacement des ménages.
Kidnapping	Kasiki	Inciviques	8	Oct. 2020- Janvier 2021 (WV et civiles)

Exploitation sexuelle	Zone en crise	Creuseurs d'or, FARDC et Miliciens	Filles de 13-27 ans	Mariage précoce, prostitués des carrières, les bars et les camps des miliciens et FARDC
Travaux forcés	Zone en crise	FARDC et Maï-Maï	Population	Construction des camps militaires, transport, labour des champs.
Attaque des milieux publics	RAS	RAS	RAS	RAS
Meurtres	Kasiki	Inciviques	5	2 à KASIKI 3 à KABINGU par NDC/R
Localisation des cas	52 cas des violences sexuelles documentés de Janvier à Décembre 2020, (moyenne de 4 femmes et jeunes filles Cfr CS LUOFU) à LUOFU. 29 cas à Miriki (Oct. Décembre 2020 soit une moyenne de 10), 7 à BULOTWA, 15 Cas à Mighobwe pour le dernier trimestre de crise. Cause: présences d'inciviques aux champs et des forces armés incontrôlés, les civiles.			
Relations/Tension entre les différents groupes de la communauté	Pas de tension de cohabitation. Toute fois, il y a des problèmes d'insolvabilité des déplacés aux soins de santé, eau et nourriture.			
Existence d'une structure gérant les incidents rapportés.	RAS			
Impact de l'insécurité sur l'accès aux services de base	<ul style="list-style-type: none"> ✚ L'accès aux champs est conditionné par la paie d'une rançon, ✚ la pauvreté est grandissante et limite les capacités d'accès aux services de base aussi bien pour les ménages d'accueil et que pour les déplacés. 			
Présence des engins explosifs	Non			
Perception des humanitaires dans la zone	Bonne, sauf imprévus d'inciviques. Toutefois, la présence des forces FARDC, PNC, ANR, autorités locales est une garantie. Cependant, il faut noter que s'engager sur l'axe Luofu Kasiki est périlleux parce que les cas de kidnapping y sont devenus fréquents ces derniers temps.			

4.2 Sécurité alimentaire

Réponse en cours couvrant du secteur ?	RAS	
Sévérité de la zone selon le IPC	• IPC3	•

Situation de la sécurité alimentaire depuis la crise	Très préoccupante. Accès aux champs très limité : pour accéder au champ déjà à moins de 5 km il faut payer aux miliciens 1000 FC par mois, 50 Kg de farine de manioc par champ, 2 bouteilles d'huile par champ. Aussi, les paysans sont astreints aux travaux forcés sur certains champs déjà occupés par les groupes armés du matin au soir, pluies abondantes du mois d'Octobre au mois de novembre 2020 causant d'énormes dégâts : outre la mosaïque du manioc rapportée, cette catastrophe naturelle a eu pour conséquences : érosion des champs de 206 ménages soit plus de 60 hectares des cultures détruites, 21 étangs piscicoles détruits.
Production agricole, élevage et pêche	La crise déstabilise le système productif paysan aussi bien pour les familles d'accueil que pour les ménages déplacés : non seulement l'accès aux champs reste un casse-tête mais aussi les paysans se trouvent dans l'impossibilité de se trouver des outils aratoires, des semences et de reprendre les activités piscicoles.
Situation des vivres dans les marchés	Le constat pour plusieurs est que dans la plupart des cas les conflits armés éclatent au cours de la saison culturale et lors de la récolte. Cela entraîne la disette et la flambée des prix comme c'est le cas actuellement. Alors qu'avant la crise une mesure de farine de manioc coûtait 1200 FC aujourd'hui il se négocie à 2000 FC soit une augmentation de prix de 60% en moins de 1 mois pour une population (déplacés et familles d'accueil) dont la capacité d'achat est pourtant très faible. L'assistance en vivres est capitale pour la zone en crise.
Stratégies adoptées par les ménages pour faire face à la crise	<ul style="list-style-type: none"> ✚ Diminution de la quantité de la nourriture, ✚ Mangée une fois le jour et, de fois, privilégier les enfants. ✚ Des familles vulnérables se privent carrément des soins médicaux au profit de l'automédication. ✚ Les femmes et les jeunes filles sont tentées de se prostituer en vue de répondre à certains de leurs besoins vitaux, a reporté l'IT du centre de santé de Luofu qui a estimé que cela peut être aussi l'une des causes de la grande prévalence de VIH dans la zone en crise.

4.3 Abris et accès aux articles essentiels

Réponse en cours dans ce secteur	Construction des abris pour 350 ménages à BULOTWA en faveur des déplacés de la vague de Juin-Octobre 2020 par AIDES
Impact de la crise sur l'abri	Les abris abandonnés s'écroulent et d'autres sont incendiées par les miliciens à plus de 43% dans les villages d'origine. 75% de ménages déplacés sont dans les familles d'accueils dans une promiscuité très élevée (3 ou 4 ménages) et 25% empruntent les maisons.
Accès aux articles ménagers essentiels	Très réduit avec 87% des besoins (bidons, les casseroles, les gobelets et les couchages, ...). La plupart des ménages rapportent que les uns ont tout abandonné derrière eux et que d'autres ont subis des pillages de leurs biens par les groupes armés lors de leur déplacement. En plus d'autres biens seraient consumés dans les habitations ont été incendiées par les groupes armés dans les milieux de provenance.

Possibilité de prêts des articles essentiels	Possible, mais les autochtones sont aussi vulnérables comme les déplacés car vivant les mêmes conditions sécuritaires. Ils sont aussi des retournés qui ont été bousculés dans leurs activités depuis Février 2020. En plus le nombre élevé des déplacés place les autochtones dans l'incapacité de répondre convenablement au besoin en AME des ménages déplacés.
Faisabilité de l'assistance ménage	Dans la zone d'accueil il n'y a pas de risques probables à l'assistance.

4.4 Moyens de subsistance

réponse en cours dans ce secteur	RAS
Moyens de subsistance	<p>Dépendance aux familles d'accueil, travaux journaliers en contre partie des vivres et des bois (aussi peu d'argent). Les ménages déplacés font les travaux journaliers agricoles moyennant 1500Fc, l'emprunt de la nourriture, la vente de quelques biens essentiels, des jeunes filles etc.</p> <p>La population autochtone vit de l'agriculture, du petit commerce et de l'élevage qui est toujours victimes des vols et pillages des miliciens. Malheureusement, l'accès aux champs est très limité (paiement des taxes journalières de 500FC et en conséquence ne disposent pas de réserve de nourriture pour subvenir à leurs besoins.</p>
Gaps et recommandations	L'accès aux vivres aussi bien pour les familles d'accueil que pour les ménages déplacés est un casse-tête aussi bien la survie des déplacés que pour les familles d'accueil nécessitent une assistance en temps utile.

4.5 Faisabilité d'une intervention cash (si intervention cash prévue)

Analyse des marchés	Les capacités locales du transfert cash sont présentes sur l'axe MIGHOBWE KANYABAYONGA, mais absentes sur l'axe LUOFU MIRIKI.
Existence d'un opérateur pour les transferts	Aucune institution financière qui fonctionne dans le milieu sauf à KIRUMBA.

4.6 Eau, Hygiène et Assainissement

Réponse en cours dans ce secteur	Présence des bornes adduction et sources de vallée à KIRUMBA, KAYNA, MIGHOBWA, MIRIKI, LUOFU de 1998 à 2017. Faible couverture en eau à Mighobwe 33,8%, LUOFU 45%, BULOTWA 5%, Kanyabayonga 25% (5 sources aménagées en 1993 par CEPROSSAN, 7 source réhabilitées par Oxfam en 2007 et puis 7 sources non aménagées), KANYABAYONGA 23%.
Risque épidémiologique	Fièvre Typhoïde et la diarrhée. Latrines hygiéniques moins de 4% à Bulotwa, Luofu, Miriki; environs 12% à Mighobwe, Kayna ; 15% à Kanyabayonga, 35% à KIRUMBA.

Accès à l'eau après la crise et assainissement	Difficultés d'accès à l'eau à MIGHOBWE, LUOFU, BULOTWA, KANYABAYONGA, KASIKI, MBUGAVINYWA, KATARO, BULEUSA. Les filles et les femmes se réveillent à 4h pour le puisage à plus de 500 m. Pas de chloration, tuyaux métalliques, faible entretien des réservoirs d'eau (d'autres sans couverture à Luofu). Moyenne de couverture en eau potable est de 22% sur la zone en crise.
Village déclaré libre de défécation à l'air libre	BULOTWA, LUOFU, MIRIKI
Pratiques d'hygiène	C'est suite au contexte de MVE et de COVID 19 qu'une minorité estimée à 15% de la population locale essaient d'adopter les pratiques d'hygiène. Les autres n'y parviennent pas suite non seulement à l'insuffisance de sensibilisation mais aussi au manque de moyens (savons, accès difficile à l'eau, manque des bassins, manque de bidons de puisage de l'eau, manque de kits de lavage des mains, insuffisance de portes des latrines par rapport au nombre d'utilisateurs devenus nombreux suite à la présence des déplacés dans la zone...).
Gaps et recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Aménagement des sources d'eau potables et la réhabilitation des adductions (en vue de l'amélioration de la couverture en eau potable) à difficultés avec dispositifs de lavage des mains dans les lieux publics. - Appui à la construction des toilettes pour les familles d'accueil et aux écoles. - Renforcement de la sensibilisation à l'adoption des bonnes pratiques d'hygiène,

4.7 Santé et nutrition

Réponse en cours dans ce secteur	RAS, seul le programme d'identification des cas du BCZS et démarches locales de mélange de la bouillie nutritionnelle.	
Impact de la crise sur les services	Insolvabilité médicale 57%, automédication 55% ;	Faible utilisation des services curatifs (16 à 20%)
Indicateurs santé (vulnérabilité de base)	Rupture de stock des médicaments (2 à 8 jours/moins : Bulotwa, Luofu, Mighobwe), le non-paiement des prestataires de santé, le manque de kit d'hygiène aux FOSA, baisse du taux d'utilisation des services curatifs,...	

Indicateurs collectés au niveau des structures	CS BULOTWA	CS LUOFU	CSR BWATSINGE	MOYENNE
Taux d'utilisation des services curatifs	19	17	15	17
Taux de morbidité lié au paludisme chez les enfants de moins de 5 ans	9,4	15	1,5	8,6
Taux de morbidité lié aux infections respiratoires aiguës (IRA) chez les enfants de moins de 5 ans	8,4	30	20	19,5
Taux de morbidité lié à la diarrhée chez les enfants de moins de 5 ans	8,7	10	3,8	7,5

Pourcentage des enfants de 6 à 59 mois avec périmètre brachial (PB) < à 115 mm avec présence ou non d'œdème (taux de malnutrition)	5,6	12,5	10,9	9,6
Taux de mortalité journalière chez les enfants de moins de 5 ans	0	1	1	0,7
Taux de malnutrition globale	18	21	17	18,7

Gaps et recommandations	Besoins de l'UNTI à LUOFU, BULOTWA, MIRIKI, MIGHOBWE (Plumply sup, lait nutritionnel, toises par MUAC par aire de santé, les pèses SALTER, le PPN, kit PCMA, ATP, et bouillies nutritionnelles (mélanges farineux), PNN, ASPE et autres. Pour les ménages d'accueil, appui à la sécurité alimentaire et nutritionnelle.
Risques épidémiologiques	MAS flambante, anémies, avitaminoses.

4.8 Education

Réponse en cours dans ce secteur	Fin d'assistance 2017 avec NRC (récupération scolaires des enfants déplacés), UNICEF (kits scolaires), CEPROSSAN (latrines) et lavage des mains contre la MVE.	
Impact de la crise sur l'éducation	Déscolarisation de 51% des enfants déplacés, 47% des autochtones démunies par la crise, perte des kits scolaire, enfants moins propres à l'école, insolvabilité de 65%, enfants dans les rangs des miliciens, enfants violés et traumatisés.	MIRIKI, LUOFU, KASIKI,
Capacité d'absorption	Les classes construites par NRC en planche et bâche et les locaux d'autofinancement en pisée sont en délabrement très avancé et occupent 42% à LUOFU, MIRIKI, BULOWA, KITOMBINDO. Les mobiliers sont quasiment absents et moins confortables pour l'éducation des enfants.	
Gaps et recommandation	Construction des salles de classe et des latrines, l'aménagement des points d'eau aux écoles et assistance en matériels scolaires, didactiques (cartes, mesures) et les manuels (pour enseignant et élève).	

5 Besoins prioritaires / Conclusions clés

Besoins identifiés (en ordre de priorité par secteur, si possible)	Recommandations pour une réponse immédiate et Groupes cibles
<i>Besoin en [secteur] :</i> - Sécurité alimentaire	- Distribution des vivres aux ménages déplacés (Riz, huile, petit pois, ...) - Appuyer la sécurité alimentaire (relance agricole du milieu par les intrants, les semences et la technique). - Cuisine scolaire.
- Moyens de subsistance	Cash inconditionnel (transfert monétaire) : déplacés et familles d'accueil
- NFI	<ul style="list-style-type: none"> • Récipients de puisage et ustensiles de cuisine • Couchages, habits pour hommes et femmes ; et du savon avec kit hygiène intime de dignité, • Baches pour abri aux ménages en déplacement
- Santé et nutrition	Assistance médicale, intrants nutritionnels

- Eau, hygiène et assainissement	- Aménagement des sources d'eaux potables - Réhabilitation et renforcement des adductions d'eau à LUOFU, MIRIKI, MIGHOBWE. Installation des points d'eau au sein des écoles.
- Education	<ul style="list-style-type: none"> • Appui à la construction des salles des classes à BULOTWA, KALEVYA, KASIKI, BUSEKERA, ... • Appui en kits scolaires et formation didactique.
- Protection civile	- Appui en Kit PEP, PEV ; prise psychosociale, accompagnement juridique et réinsertion des VVS et prévention des violences sexuelles et basées sur le genre.
- Route	• Réhabilitation du tronçon routier LUOFU-MIRIKI 25 Km et LUOFU-MBUGHAVINYWA 35 km
- Abris	<ul style="list-style-type: none"> • Appui à la construction des abris en faveur des familles d'accueil vulnérable trouvés à MIRIKI et à LUOFU, • Appui à la paie du loyer en faveur des déplacés locataires surtout trouvés à KIRUMBA, KAYNA, MIGHOBWE et KANYABAYONGA.

6 Analyse « ne pas nuire »

Risque d'instrumentalisation de l'aide	RAS. La Population déplacée et autochtones vivent une vulnérabilité inquiétante et lance toujours des cris d'alarmes aux humanitaires. Pour éviter le risque d'instrumentalisation de l'aide, il convient que les humanitaires prennent soin de respecter scrupuleusement les principes humanitaires et la Norme Humanitaire Fondamentale en vue de barrer la route tant soit peu à ceux qui tenteraient d'instrumentaliser l'aide.
Risque d'accentuation des conflits préexistants	La zone d'accueil est éloignée de la zone d'origine et l'assistance n'influence en rien les tensions entre les fractions mai-mai en affrontement dans le territoire de WALIKALE.
Risque de distorsion dans l'offre et la demande de services	Pour les assistances sous l'approche foire, ou sous forme de cash ainsi que sous forme de distribution directe dans la mesure où LUOFU est un centre très proche de la commune de KIRUMBA qui offre tous les services. Les déplacés seront assistés à MIRIKI, KATARO et LUOFU.
Stations de radio	La RADIO MOTO, la RCLS Kirumba, Radio CONGO ONE KAYNA.

7. ANNEXE : QUELQUES COONACTS

LISTE DES CONTACTS DES PERSONNES RESSOURCES TROUVEES SUR L'AXE				
N°	NOM ET POST-NOM	FONCTION	CONTACT	
1	PALUKU MURANDYA Gervais	Chef de Localité MIRIKI	09979338998	0822375843
2	PILIPILI GEROME	Président comité de déplacés Miriki	0992595594	0820830498
3	Alphonse NZIRA	Société civile MIRIKI	0999963929	0818929757
4	Angélique	Femme famille et APS Luofu	0977743090	

5	Florance BASIMA Kavugho	Sec. Comité déplacés Luofu	0973980508	
6	BAYONGA	Prés. Comité déplacés Luofu	0975039119	
7	MUHINDO OMER	Prés. Comité déplacés Kalevya	0971611700	
8	MUZANIWA KASEREKA	Siciété Civile Kalevya	0990401063	
9	KATUNGO LAMBERT	Caritas paroissiale Luofu	0994583147	
10	Sœur JAENINE KAVIRA	Nutritionniste CS Luofu	0973496941	
11	Sœur KASANDE JOSE	IT du CS Luofu	0994512497	
12	Sœur IMACULE MASIKA	D.EP Bungenyé à Luofu	0994196381	
13	KASEREKA KITAMBALA	Chef de localité BUNYANGINGI	0994750791	
14	MWINDIKWA Dominique	Chef de localité VUYIRIMA	-----	Bulotwa
15	SAAMBILI NEEMA	Agent de protection Bulotwa	0991611728	
16	FATIRI Chrysostome	Bourgmestre Kanyabayonga	0994007242	0815171737
17	KAMATHE FLAVIER	Prés. Comité déplacés Bulotwa	0994377346	0992019745
18	KAVUSA EMANNUEL	Prés. Comité déplacés Kayna	0999148999	
19	KAVUGHO ANUARITE	Sec. Comité déplacés Kayna	0990474955	
20	KAKULE MUPENDA CHOZI	Chef de village Mighobwe	0994249986	
21	NGELEZA GILBERT	Sec. Village Mighobwe	0975086083	
22	NZALAMINGI	IT du CSR MIGHOBWE	0997284537	
23	OBED KIBEHO	Sec. Admin . KIRUMBA	0992064324	
24	MASEKA PICHEN	Ops, chargé humanitaire Kirumba	0998970640	
25	KAKULE KALEMIRE	Infirmier Titulaire du poste de Santé KASIKI	0999517153	